

## ÉTATS GÉNÉRAUX

# La rénovation est en marche



Le conseil national qui s'est tenu dimanche 12 octobre était consacré aux États généraux. Ce point d'étape a permis de tirer les premiers enseignements des très nombreuses contributions reçues. Les militants sont en quête de sens à l'action politique. Ils peuvent encore contribuer jusqu'au prochain conseil national, le 8 novembre. Pour Jean-Christophe Cambadélis, ces États généraux sont « un moment, que j'espère unitaire, de notre offensive » dans la bataille politique que le PS doit mener contre la droite et l'extrême-droite.

# AG EN DA

**18 octobre**  
*Réunion sur les États  
généraux à Argenteuil*

**8 novembre**  
*Conseil national à  
l'Assemblée nationale*

**6 décembre**  
*Clôture des États  
généraux à la Villette*



## Les États généraux doivent définir « le nouveau progressisme »

Discours de Jean-Christophe Cambadélis



Je voudrais commencer mon propos en vous parlant des règles et du Parti socialiste. Le Parti socialiste est une grande formation qui a une grande histoire. Et moi, je ne voudrais pas qu'au fur et à mesure des difficultés, notre parti perde ses réflexes, ses traditions, et son histoire. Quand on se bat pour des responsabilités, on les assume. Et quand on est membre du Conseil national, on vient à l'heure et on reste jusqu'au bout.

C'est le respect, le respect pour le débat, le respect pour les autres, le respect pour ceux qui ont des idées, le respect pour ceux qui combattent. Et quand nous ne nous respectons pas, la gauche ne nous respecte pas. Il faut se respecter dans le débat. Il ne faut pas prononcer des phrases, des mots, des caractérisations qui sont blessantes, parce qu'on blesse ceux qui luttent avec nous. La gauche a toujours été diverse, il y a toujours eu des majorités et des minorités ; parfois on est dans la minorité, on se retrouve dans majorité et vice-versa.

Il est évident que tout ceci procède d'un débat d'idées, et c'est pour cela qu'il faut s'écouter. La synthèse n'est pas une mauvaise chose, c'est l'histoire de notre parti. Et il faudra bien faire synthèse, après un congrès de débats, pour que personne ne se retrouve au bord du chemin. Ce que je voudrais que vous compreniez, c'est que, dans le modeste mandat que vous m'avez confié au Conseil national et pas encore militant, j'essaie de faire en sorte que notre formation politique reste debout, unie, configurée, capable de réagir et d'agir dans le respect, dans le respect de nos partenaires, évidemment, mais aussi dans le respect du gouvernement. Ce gouvernement, l'action du président de la République, est critiquable. Il n'y a aucune action humaine qui n'est pas critiquable. Même quand on est dans la minorité, on peut être critiquable. Mais, mes chers camarades, ce que

fait ce gouvernement, ce que fait le président de la République, n'est pas condamnable. Si nous ne sommes pas dans cet équilibre, alors je vous dis qu'à la fin, nous serons tous dans le déséquilibre.

### À L'ÉCOUTE DES MILITANTS

Enfin, dernier élément de respect, il faut respecter le Parti socialiste, il faut respecter ses militants, il faut respecter ce qu'ils disent, ce qu'ils pensent. Il ne faut pas être dans le préjugé sur l'autre, parce que dans les épreuves, parce que ce sont des épreuves et certaines sont historiques, je vais y revenir, que nous traversons, il n'y a qu'une seule chose qui doit compter pour nous, c'est que, demain, il y ait un Parti socialiste, il y ait des socialistes, parce que nous savons que, sans Parti socialiste, c'est l'oligarchie, c'est la barbarie, c'est la remise en cause de la démocratie.

---

**IL FAUT DISCUTER,  
ÉCHANGER ENTRE NOUS,  
CELA NOUS REND PLUS  
PERTINENTS VIS-À-VIS  
DE LA POPULATION**

---

Aujourd'hui, maintenir ce parti, faire en sorte qu'il soit capable de peser sur les événements politiques, lui donner une identité qui correspond à ce moment politique, cela a toujours été fait, ça a toujours été la passion des socialistes d'être dans leur temps pour agir sur le temps. Oui, c'est ce que nous faisons.

Et pour cela, il faut analyser quelque peu la situation politique. Il faut le faire avec respect et humblement. Nous avons besoin d'être humbles

les uns envers les autres. Il n'y a pas de vérité révélée. Oui, il n'y a pas d'un côté ceux qui seraient minoritaires et donc qui auraient tort, et ceux qui seraient majoritaires et qui auraient raison. Mais l'inverse est aussi vrai chers camarades. Ce n'est pas parce qu'il y a une majorité qu'elle a obligatoirement tort.

Donc, il faut discuter entre nous, échanger entre nous, affiner entre nous, parce que, à partir du moment où nous le faisons, nous sommes beaucoup plus pertinents vis-à-vis de la population. Chers camarades, nous ne traversons pas qu'une crise économique, nous traversons une crise historique. Nous sommes en guerre. Certes, une guerre asymétrique où des hommes et des femmes bardées de bombes peuvent se faire exploser dans un métro, dans un cinéma, dans un marché. Une guerre qui a pris sa naissance, évidemment, sur la base d'erreurs historiques, là aussi des États-Unis, mais qui a pris sa naissance entre Damas et Bagdad, et qui aujourd'hui, percute l'ensemble des sociétés occidentales. Le terrorisme, ce n'est pas une mince affaire. Ceci métastase à l'ensemble de la Méditerranée, et un de nos compatriotes a été égorgé dans l'Est de l'Algérie. Et nous savons tous que ceci peut se passer en France. Et que ceci ne sera pas sans conséquence.

Vous avez entendu, comme moi, qu'un grand journal, celui qui a la devise de Beaumarchais, que ce grand journal a osé, osé faire un sondage pour savoir si nos compatriotes musulmans en faisaient assez vis-à-vis du terrorisme. C'est la même chose que l'on demandait aux juifs entre deux guerres, s'ils étaient suffisamment patriotes parce qu'ils étaient la cinquième colonne. Vous vous rendez compte que le journal, le plus gros tirage du matin, ait osé faire ceci pour



# ÉTATS GÉNÉRAUX

revenir dessus rapidement, évidemment, mais ça en dit long sur ce qui peut se passer dans notre pays s'il y a des actions terroristes. Vous voyez parfaitement qui et comment peut utiliser ce moment-là. Et ne faites pas comme si cela n'existait pas dans la conscience profonde des Français. Tout autant, je dis bien tout autant que le chômage, l'exclusion, l'impôt, les salaires, cela participe de la constitution de la conscience française. Et de ce point de vue, l'attitude du gouvernement, du Président, du Premier ministre, dans ce moment, a beaucoup d'importance. Mais aussi du parti.

Je pourrais, mais je ne veux pas être long, aborder des questions qui touchent les Français, qu'ils voient tous les jours à la télévision, la question d'Ebola, par exemple, ne pensez pas que c'est secondaire, qu'il faut balayer tout ça d'un revers de main, parce que ce n'est pas le sujet que vous avez envie de mettre à l'ordre du jour. Ce sont des questions essentielles parce que cette société a besoin de protection, et qu'elle ne se nourrit pas simplement de questions économiques. Il y a aussi, mais nous y reviendrons, nous consacrerons sûrement un Conseil national à ce débat, la grande question écologique. Nous allons avoir le sommet climatique et la France devra sur ce plan là, elle le fait déjà avec le texte qui a été adopté il y a de cela quelques heures, doit être exemplaire en ce domaine.

## DÉSACCORD EUROPÉEN

C'est la situation internationale. Elle est mouvante. Les Français perçoivent que sur le continent européen, il y a des éléments de guerre. Ils sentent la tension, et nous devons, nous, être à la hauteur de cette situation. Pas simplement le Président de la République, il l'est, pas simplement le gouvernement pour ce qu'il fait, mais nous aussi dans notre attitude. Oui, il y a une nécessité d'une certaine gravité dans cette situation, d'autant que le deuxième événement, nous en avons parlé, beaucoup d'entre nous ont évoqué cette question, le deuxième événement qui va structurer les mois à venir, c'est le désaccord européen, je crois qu'il faut le nommer. Il y a depuis longtemps, mais il se manifeste aujourd'hui d'une manière plus forte, un désaccord en Europe. Ce désaccord européen porte sur la caractérisation de la situation actuelle : faible croissance, peu d'inflation, chute des prix. Sans être un économiste distingué, ceci a un nom : c'est la déflation. Et

la France ne demande pas un traitement particulier. La France demande à ce que l'on discute de la situation. Parce que, comme disent les traités, il y a des possibilités d'intervenir dans des situations exceptionnelles. Et c'est une situation exceptionnelle. Mes amis, mes camarades, Pierre-Alain Muet avait raison de partir de la déclaration du président de la République sur la caractérisation de la situation économique en Europe. Il aurait pu dire, mais c'est un clin d'œil, que le Premier secrétaire s'était exprimé au début de l'été en disant que nous étions dans la déflation, que nous ne devons pas tenir les 3 %, et que la clarification du président de la République était une réponse à une question de journaliste : est-ce que vous partagez l'avis du Premier secrétaire du Parti socialiste ?

---

**NOUS N'ACCEPTONS PAS  
LA VISION TECHNOCRATIQUE  
ET ORDOLIBÉRALE DE LA  
COMMISSION BARROSO**

---

François Hollande partage l'avis du Premier secrétaire du Parti socialiste. Chers amis, chers camarades, ce n'est pas rien. À partir du moment où on a cette clarification, on en tire les conclusions et la conclusion est évidente, et elle a été réaffirmée par le président de la République au sommet de Milan, à savoir qu'on ne peut pas conduire une politique budgétaire de la même manière quand on est dans une période de faible croissance et quand on est dans une période de déflation. Donc, nous n'allons pas faire les 3 % maintenant, nous serons à 4, 4,5 dans un an. Alors évidemment, il y a deux attitudes à partir de là, il y a l'attitude de l'Europe qui est de nous dire (politique ordolibérale) : « Vous n'êtes pas dans les clous du traité. » Chers amis, chers camarades désolé mais nous ne sommes pas dans les clous du traité. Et donc, il y a un débat qui va se mener, qui se mène déjà. Et moi, je suis très satisfait que le Premier ministre hier, ait dit que la France est un grand pays à qui on ne fait pas la leçon du point de vue de ses arbitrages budgétaires. Nous avons une perspective, nous allons y arriver au rythme que nous avons choisi. Il a raison. Mais, mes amis, nous ne sommes pas tous seuls en Europe, nous avons un certain nombre de partenaires qui sont parfois des sociaux-démocrates, et qui ne partagent pas

notre avis. Nous avons un certain nombre de partenaires qui ont fait des efforts et qui nous disent : « Vous êtes marrants, vous, les Français, nous, on a fait les efforts mais vous, vous ne devez pas en faire. »

Mais mes chers amis, tout le monde comprend qu'on va être dans un moment compliqué, de tension, amicale, mais de tension quand même, en Europe. Alors moi je voudrais que, sur ce sujet-là, où nous allons tous être interpellés, où les micros vont se tendre, tous les socialistes soient rassemblés pour dire que nous n'acceptons pas la vision technocratique et ordolibérale de la commission Barroso, car nous n'avons pas encore celle de Juncker, et que nous soyons dans cette confrontation rassemblés, c'est le moins. Parce que le débat va se mener au sein de la droite aussi, vous le voyez parfaitement, que la droite va être obligée de se déterminer par rapport à cette question. Soit c'est les 3 % maintenant, soit c'est les 3 % en tendance, mais si c'est les 3 % maintenant, c'est une politique d'austérité renforcée, si c'est les 3 % en tendance, c'est la politique que nous menons. Donc, si nous sommes fermes sur nos positions, même si nous devons bien sûr, c'est le rôle du parlement, discuter un certain nombre d'aspects de la politique budgétaire, évidemment, mais si nous sommes, sur les principes de cet exercice, rassemblés, nous faisons coup double. Un, nous montrons que les socialistes, que la majorité est unie à Bruxelles, et nous pourrions l'emporter. Deux, nous obligeons la droite à se déterminer. Cela s'appelle partir à l'offensive politique. Et je crois que Guillaume Balas a eu parfaitement raison dans son intervention, il faut partir de là et non pas du compromis qu'on risque ou qu'on doit obtenir à la fin. Il faut partir de cette position et que cette position soit supportée par tous, et qu'à partir de là, il y ait des discussions, évidemment. Mais il ne faut pas partir du compromis, ou de l'attitude amicale que l'on devrait avoir pour commencer à ouvrir une discussion.

Mes chers amis, cette dimension européenne, elle est très importante, et lors du présidium du Parti socialiste européen, j'ai indiqué quelle était notre position, ce que je viens de vous dire. Cela n'a pas fait l'unanimité, mais ça a été écouté. Et j'ai indiqué aussi que, s'il y avait des États généraux à faire, en Europe, ce serait peut-être ceux du Parti socialiste européen, parce qu'il y a de nombreux sujets qu'il faut discuter ensemble et il faut



chercher l'homogénéisation de nos positions en Europe.

Troisième élément, c'est la situation française. Elle est compliquée, la situation française, parce qu'elle est à la fois volatile, et qu'en même temps, nous sommes dans une situation difficile. Nous sommes arrivés au pouvoir en connaissant parfaitement les difficultés qui étaient les nôtres, qui seraient les nôtres, sur le terrain des déficits et sur le terrain budgétaire. On peut faire beaucoup de reproches à François Hollande, on ne peut pas dire que, dans sa campagne électorale, il ait promis redistribution sur redistribution, il était mesuré. J'entends quelques camarades, qui murmurent au fond, critiquant l'attitude de notre candidat sur ce sujet.

Par contre, ce que nous avons moins observé, c'est bien sûr les plans sociaux, mais c'est ce qu'Henri a dit tout à l'heure, à savoir que notre capacité industrielle ne s'était pas émietlée, elle s'était effondrée, et que nous étions passés du deuxième pays du point de vue industriel au quatrième ou cinquième pays. Et ceci a des conséquences, parce qu'il faut assainir les finances tout en permettant la création d'entreprises, et permettant aux entreprises d'être compétitives.

Il y a d'abord un énorme succès, parce que ça, personne ne le discute, tout le monde est d'accord, qu'il faut produire avant de redistribuer. Cela n'a pas été toujours le cas dans notre formation. Mais faire les deux dans une situation contrainte, c'est difficile. Nous l'avons fait, et moi, je pense que nous sommes à un moment charnière : nous avons jeté les bases de toute une série d'éléments de construction et de redressement en France. Aujourd'hui, à la fois parce que, en Europe, nous pouvons être à l'offensive, mais parce que nous avons fait ces premiers pas d'assainissement, nous pouvons engager une deuxième phase. Cette phase, c'est l'investissement, et la préservation d'un certain nombre de catégories sociales les plus faibles dans notre pays.

L'investissement, les socialistes le veulent d'abord dans les collectivités locales, et ceci a été dit au gouvernement, au Premier ministre. Celui-ci a répondu il y a quelques jours, en indiquant que des efforts seraient faits dans ce domaine. Il a évoqué aussi les contrats de plan pour qu'il n'y ait pas effondrement de l'investissement public. Voilà qui va dans le bon sens. Mais je vous écoutais, les uns et les autres, sur la nécessité de l'investissement. Je voudrais vous parler

aussi de la nécessité de la solidarité. Parce que nous sommes socialistes et que, soyons clairs entre nous, il y a aujourd'hui des collectivités qui font des petits paquets et qui refusent de distribuer à ceux qui n'arrivent pas à finir leur fin de mois. Et donc, il y a une démarche vis-à-vis du gouvernement, évidemment, mais il y a aussi une démarche vis-à-vis de nos collectivités qui accumulent alors que d'autres ne peuvent pas terminer leur fin de mois. Être de gauche et vraiment socialiste, c'est faire les deux, mes chers camarades.

## TENSION POLITIQUE

Alors, la situation politique, qui ne se réduit pas à la politique budgétaire, mais la situation politique, elle se caractérise par un élément nouveau, c'est l'irruption dans le champ politique de Nicolas Sarkozy. Son arrivée, tonitruante, où il pensait, tel Bonaparte, traversant le pont d'Arcole et ramassant le drapeau de la France, bondir sur l'autre rive et emporter tout dans son élan, est moins facile qu'il ne le pense. Mais en même temps, elle a produit un effet que nous devons tous mesurer, c'est que la droite se prépare non pas simplement au congrès de l'UMP mais se prépare à la primaire. Et vous avez remarqué comme moi, Guillaume en a parlé dans son introduction, qu'une espèce de course poursuite s'est déployée à celui qui ferait la proposition la plus radicale contre notre modèle social. Tout y passe : fonctionnaires, déficit, Code du travail, même le beau, le doux Juppé, celui qui va devenir la coqueluche de la droite dans les jours qui viennent, qui se propose de remettre en cause l'aide médicale pour ceux qui sont sur notre territoire sans papiers. Mais tout y passe. Et nous serions quand même un peu

myopes de ne pas prendre en compte cette donnée dans la situation politique. Car c'est leur projet qu'ils sont en train de construire. Alors certes, ils ont perdu la bataille de l'identité puisqu'ils ont ouvert la porte au Front national et celui-ci s'en est emparé. Donc, ils sont obligés, pour récupérer les couches qui partent au Front national, d'être de plus en plus radical dans les classiques de la droite dure contre les fonctionnaires, contre le Code du travail, contre les immigrés. Mais ça nous donne la possibilité, tout en continuant, je vous rassure, de critiquer la politique gouvernementale, de comparer, de comparer ce que nous faisons et ce qu'ils se proposent de faire, de comparer ce qui est notre situation et ce que serait leur situation, non pas simplement, même si ça a son importance pour préparer les prochaines échéances électorales mais parce que moi j'ai une intuition, c'est que si ce programme de la droite radicale arrivant au pouvoir s'appliquait, la France ne le supporterait pas, et nous aurions le Front national dans les urnes, et une majorité sociale dans la rue. Et je crois que la France n'y résisterait pas. Et donc, c'est à la fois pour des raisons tactiques et pour des raisons stratégiques que nous allons sortir dans une semaine un tract à 4 millions d'exemplaires qui va rafraîchir la mémoire et mettre en exergue toutes les déclarations et leurs conséquences pour notre pays ; et comparer, en critiquant toujours, ce que nous faisons aujourd'hui pour notre pays.

Alors, dans la situation actuelle, il y a quand même des éléments à mesurer. Eduardo avait raison de parler de Zemmour. Il fut un temps où, dans les conseils nationaux du Parti socialiste, on parlait du rapport de force, du rapport social. Est-ce que nous pensons aujourd'hui qu'électoralement, socia-





# ÉTATS GÉNÉRAUX

lement, la gauche, Parti socialiste, Parti communiste, écologiste, Front de gauche, radicaux, chevènementistes, l'extrême gauche, les syndicats, sont en situation dominante ? Est-ce que nous avons le rapport de force ? Est-ce que nous pouvons penser une seule seconde, même si certains peuvent le penser, que c'est la politique gouvernementale qui porte atteinte à ce rapport de force ? Non. Non, mes chers camarades, parce que c'est une analyse qui ne vous permet pas de voir la réalité. La réalité, ce n'est pas simplement la politique gouvernementale. La réalité, c'est le rapport de force social dans notre pays. Et quand on se trompe de temps, en politique, c'est plus grave qu'en grammaire.

Alors mes chers amis, il faut prendre en compte cela, il faut prendre en compte le fait que, dans notre pays, le rapport de force pour la droite et l'extrême-droite s'est constitué. Il n'est pas irréversible, j'ai dit que la situation était volatile, mais il existe, et donc nous allons avoir un travail à faire, un travail de persuasion, d'organisation et de rassemblement. Ce sera ma conclusion.

Nous avons devant nous les États généraux. Ces États généraux partent d'une intuition qui est le fait qu'idéologiquement - un gros mot -, idéologiquement, la gauche a été battue parce que, petit à petit, s'est imposée l'identité face à l'égalité. Le livre de Zemmour, que vous avez tous lu bien sûr, participe de quelque chose qui est très intéressant à regarder. Le livre de Zemmour explique comment, et depuis quand, et sur quels événements, la gauche avait établi son hégémonie. Mais le livre de Zemmour s'arrête dans les années 90 parce que, à partir des années 90, on pourrait faire le même processus pour démontrer comment la droite et l'extrême droite, la position défendant l'identité supérieure à l'égalité parce que l'égalité nivelle et qu'elle permet la venue de populations qui vont faire le grand remplacement, comment ceci s'est constitué ?

Petit à petit, indépendamment de nous. Parce que nous avons beaucoup investi dans la gestion, et nous avons gagné notre brevet d'hommes et de femmes capables de diriger des collectivités locales jusqu'à l'État, mais petit à petit, nous avons laissé ce qui est la bataille politique, celle qui fait le rapport de force, celle sur laquelle on peut constituer des éléments permettant de nouvelles avancées. Alors

oui, ces États généraux ont pour but de reconstituer, de reformuler notre identité. C'est une étape. Il faut la voir comme un moment, que moi j'espère unitaire, un moment de notre offensive. Et vous verrez, je le suppose, je l'espère en tout cas, que dans les thèmes qui seront abordés, dans la proclamation de ce que c'est que ce nouveau progressisme, il y aura, c'est indispensable, des éléments de clarification.

---

**CES ÉTATS GÉNÉRAUX  
ONT POUR BUT DE  
REFORMULER NOTRE  
IDENTITÉ**

---

Et puis, nous aurons notre congrès. Nous allons mettre en place une commission qui va y travailler, j'ai déjà dit à un certain nombre de responsables les dates sur lesquelles nous pouvions travailler. Ce n'est pas si simple qu'on peut le croire. On veut le faire très rapidement, certainement, mais il faut que ce congrès soit utile. On sait très bien qu'il y aura une minorité, une majorité, une clarification et que la minorité respectera le doigt sur la couture du pantalon ce qu'aura dit la majorité, et qu'une fois que le congrès sera passé, il n'y a plus de problèmes entre nous. Bon, soyons sérieux.

Moi je dis qu'il faut que les motions se mettent en place, sans émotion d'ailleurs, et qu'il y ait la possibilité d'échanger sur l'orientation, pas simplement sur le passé. J'aimerais que ce congrès balise l'avenir. Et pour cela, j'ai fait une proposition à La Rochelle, j'y tiens, je la proposerai à l'ensemble des camarades, c'est que nous abordions la question de nos institutions. Et aussi, si vous en êtes d'accord, la fin du quinquennat, comment nous le voyons. Et puis, le Premier secrétaire qui sera élu, j'espère qu'il pourra faire quelque chose, c'est qu'au lendemain de ce congrès, nous puissions avoir un certain nombre de conventions pour baliser ce que sera le prochain quinquennat, et que le Parti socialiste puisse y participer. C'est une manière de répondre aux interventions sur le fait que tout vient d'en haut et que quelqu'un décide à notre place. Programme du Parti socialiste, ceci va être important. Voilà pour le congrès. Il y a les élections.

Les élections, nous en connaissons la date. Ces élections, ne pensez pas qu'elles ne seront pas politisées, elles

se déroulent le même jour, au même moment, sur toute la France. Donc, il y aura, même pour les élections départementales, une certaine forme de politisation. Il faudra y aller et ne pas faire l'erreur des élections municipales, en étant très politique, en indiquant ce que la droite va faire quand elle aura conquis un certain nombre de départements. Pareil pour les élections régionales. Alors, évidemment, il vaut mieux y aller unis. Et tous les camarades de la majorité et de l'opposition sont favorables à l'unité. Qui ne le serait pas ? Mais heureusement que je connais le parcours d'un certain nombre de camarades, puisque je l'ai partagé, et je connais leur rapport aux autres formations politiques. Parce que, parfois, je suis un peu étonné. D'un seul coup, nos amis écologistes deviennent des personnages formidables, portant la vérité, non pas révélée, mais durable. D'un seul coup, le Parti communiste devient le brevet de gauche. Mais moi, je m'interroge sur quelque chose, parce qu'il y a une petite contradiction, mes chers camarades : on ne peut pas dire à la fois que le discours du Bourget était le vrai discours auquel il faut revenir, le vrai discours de gauche donc, et constater que ce discours de gauche, à peine validé par les Français, avec un gouvernement qui n'avait encore rien fait, a été combattu d'emblée par le Parti communiste français. Vous pensez bien, donc, que ce n'est pas seulement sur la nature du programme gouvernemental que vont se faire les alliances. On va faire les alliances par intérêt réciproque, parce que le Parti communiste voit bien que, s'il n'y a pas d'alliance, il peut nous faire perdre énormément, c'est certain, mais il peut disparaître totalement. Et que les écologistes, dans leur cheminement, doivent aussi s'implanter dans les départements. Donc, il faudra faire une alliance. Mais moi, je vous propose que cette alliance porte sur les régionales ou sur les départementales, et que si possible, nous ayons là-dessus un accord avec nos partenaires, et pas de croire qu'il faille utiliser nos partenaires pour tenter d'effectuer un rapport de force avec le gouvernement.

Alors voilà, moi, je respecte tout le monde, y compris le temps, donc je vous remercie d'avoir participé à ce débat et je vous dis à bientôt, pour certains au Bureau national, pour tous les autres, dans les campagnes. Merci.



## Retisser les liens avec les Français



Le conseil national qui était organisé dimanche 12 octobre a permis de tenir un premier point d'étape des états généraux, lancés lors de l'université d'été. Au vu de l'affluence des contributions sur les douze thèmes proposés, il a été décidé de prolonger la possibilité de poster des contributions individuelles jusqu'au mois de novembre. La deuxième phase, celles des contributions collectives, démarre en même temps. Le prochain point d'étape est prévu lors du conseil national le 8 novembre.

« Les Etats généraux ont été lancés à La Rochelle pour redéfinir notre carte d'identité en ce début de nouveau siècle et de nouveau monde », explique Guillaume Bachelay. « Parce que le monde vit des bouleversements historiques qui s'accroissent, qui s'entrechoquent, qui sont porteurs d'opportunités et d'avancées mais aussi d'inégalités et de dangers et d'abord climatiques. Parce que, aussi, les mutations qui sont à l'œuvre modifient en profondeur l'organisation de notre économie, l'organisation de nos modes de production, l'organisation des relations sociales, le rapport au temps, aux distances, aux institutions, aux autres aussi. Parce que la dynamique de l'égalité, moteur du socialisme, de la gauche, moteur de la République, des Lumières, est concurrencée par la thématique de l'identité, mais aussi par la remise en cause des valeurs collectives et des politiques de solidarité par les libéraux. Enfin, dans un paysage politique structuré par le bipartisme, il faut rassembler, bien entendu, mais pour y parvenir, il faut affirmer une identité claire, dire ce que c'est qu'être socialiste au XXI<sup>e</sup> siècle, pour quoi faire et comment y parvenir. C'est ainsi que nous demeurerons une force populiste face à la droite et à l'extrême-droite. »

Pour Guillaume Bachelay ces Etats généraux sont donc « nécessaires » et ils fonctionnent. « Une dynamique s'est enclenchée, se réjouit-il. Dynamique d'innovation, de participation, de réflexion, dont les militants sont le cœur et sont le moteur. Nos Etats généraux sont une innovation, innovation par son moment, innovation aussi par la forme de cette initiative, car elle repose sur la possibilité donnée aux militants et aux sympathisants, aux sections et aux fédérations, de s'exprimer de façon participative plutôt que verticalisée, collaborative aussi, puisque les réponses aux questionnements proposés pour lancer le débat figurent sur le site Internet que nous avons spécialement conçu pour les Etats généraux. » Cette innovation portée par le parti socialiste est « une réponse à la défiance qui s'exprime à l'égard des pouvoirs en général et des partis en particulier » Tirant une première conclusion des contributions qui sont déjà parvenues, Guillaume Bachelay relève « une quête de sens ». « Qu'ils évoquent nos valeurs ou notre organisation, qu'ils disent une aspiration ou qu'ils déclinent une proposition, qu'ils parlent de la France ou qu'ils parlent du monde, les militants et les sympa-

thisans décrivent un monde dépourvu de sens commun », précise-t-il. « Beaucoup des mutations auxquelles nous assistons aujourd'hui sont historiques, au deux sens du mot : elles sont inédites et elles sont radicales. Or, notre histoire et notre vie doivent être compréhensibles, sauf à dire : à quoi bon ? Ce qui n'est ni notre condition de femmes et d'hommes, ni notre conviction de socialiste. Le monde bouge dans tous les sens, mais quel est son sens ? »

### CHANGEMENT DE MONDE

Au fil des textes, « tous les défis sont investis, remarque Guillaume Bachelay. Géopolitiques et territoriaux, climatiques et environnementaux, économiques et sociaux, financiers et commerciaux, scientifiques et technologiques, productifs et redistributifs, démographiques, linguistiques, éducatifs, culturels, démocratiques, éthiques. La somme des contributions montre combien ce que nous appelons la crise, et pas seulement depuis 2008 et le choc des subprimes, mais au fond depuis quatre décennies et le premier choc pétrolier, elles montrent comment, combien, ce que nous appelons la crise est en réalité un changement de monde. »

Il tire un autre enseignement de ces contributions : « la mondialisation n'est pas une option, c'est notre réalité, mais lui donner une orientation, c'est notre responsabilité ». « Il revient à la politique, aux militants, aux représentants élus, aux citoyens, de prendre la responsabilité de comprendre le monde, de lui donner une orientation fondée sur des valeurs qui disent pourquoi, des objectifs qui disent vers où, et des stratégies qui disent comment, car être socialiste,





c'est dire les trois à la fois et pas les trois au choix, faute de quoi, nombre de contributions y insistent, d'autres pouvoirs prennent le pouvoir : l'urgence, l'argent, la technocratie, la technique, la démagogie, la pensée magique, sous toutes ses formes. » Le troisième grand enseignement des textes jusqu'ici parvenus, c'est l'affirmation renouvelée du progrès. « Réaffirmé, le progrès doit aussi être reformulé », au vu des enjeux économiques, sociaux, éthiques, mais surtout « à l'aune du défi écologique ». « Face au capitalisme globalisé, financiarisé, celui que nous vivons en ce début de siècle, nous devons affirmer la sociale écologie au cœur de notre progressisme. Être socialiste, maintenant, c'est savoir que le progrès, le combat pour le progrès est inséparable du débat sur le progrès, sur son contenu, sur sa maîtrise, sur ses limites. Et cette aspiration a un modèle de développement plus qualitatif, plus coopératif, - elle ne vaut pas seulement pour notre rapport à la planète, elle vaut pour les secteurs d'activités que nos entreprises doivent investir pour bâtir de nouvelles industries, créer des emplois, l'organisation du commerce mondial, l'épargne et la fiscalité qui doivent clairement favoriser la nouvelle croissance. »

Cette réflexion que nous engageons est autant philosophique que politique, estime Karine Gloanec Maurin. Si elle est philosophique, c'est qu'il y a une dimension de recherche du sens de notre engagement, de notre action, de ce qui nous unit. Nous devons élaborer un nouveau dessein collectif, rétablir l'utopie. » Les intervenants sont nombreux à inviter le parti socialiste à « se réinventer ». Emmanuelle de Gentili

identifie trois champs prioritaires : l'économie, la décentralisation et les questions de société. « Le PS doit se prononcer clairement : est-il favorable à l'économie de marché ? Est-il social ? Libéral ? Social-libéral ? »

## DES RÉFORMES COURAGEUSES

Claude Roiron insiste sur la dimension féministe du socialisme. « A chaque fois que nous avons exercé des responsabilités gouvernementales, la question des femmes a été un marqueur : loi roudy, parité sous Jospin, loi du 4 août 2014 qui réaffirme l'égalité et la parité dans toutes les sphères de l'action publique. » Mais « il reste beaucoup à faire », notamment pour la parité dans les différentes assemblées -départementales, régionales, nationales.

« L'année 2015 va être difficile », prévient Alain Bergounioux. « Face à la droite qui s'oppose à tout ce qui fonde

la cohésion sociale, nous devons dire ce que nous sommes. Il faut être très clair. Il faut expliciter ce que nous faisons contre les inégalités à côté du redressement nécessaire. » Il plaide pour cela en faveur « d'un texte qui montre que le PS est au travail, qu'un certains nombres de sujets sont ouverts qui demandent un dialogue avec les Français. » L'enjeu est crucial car, rappelle-t-il, « il ne faut pas croire que les partis sont éternels ». « Le contexte économique est beaucoup plus difficile que ce que nous avons imaginé », abonde Juliette Méadel. Et pourtant, malgré cela, « le déficit du commerce extérieur s'est amélioré, le déficit structurel diminue pour la première fois depuis 15 ans ». « C'est grâce aux efforts du gouvernement », ajoute-t-elle. « Soyons courageux pour réformer la France », c'est-à-dire faire des efforts tout en continuant « à protéger les plus faibles ».

« Nous pouvons réussir ce quinquennat », juge Emmanuel Maurel qui enjoint les socialistes à être optimistes. « Nous le devons à celles et ceux qui nous ont fait confiance en 2012, aux Français qui n'ont jamais désespéré de la gauche. »

« Il est temps que le PS change car le populisme progresse partout dans le pays », regrette Florence Augier. « La seule alternative aujourd'hui c'est la droite et l'extrême droite », constate pour sa part David Assouline. La responsabilité du parti socialiste pour éviter le retour des réactionnaires au pouvoir est cruciale. Pour Eduardo Rihan-Cypel, « nous avons besoin d'avoir tous les débats, sans aucun tabou », car « quand la France doute elle est capable du pire ». « Nous sommes à un moment historique de redéfinition de notre vision du monde. Nous devons reconstruire les ponts entre socialistes, avec toute la gauche, et avec tous les Français. »





## Audition de Justin Vaïsse

Le Comité de pilotage des États généraux des socialistes entamait mercredi 10 septembre son cycle d'auditions de personnalités. Le premier invité était Justin Vaïsse, directeur du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du ministère des Affaires étrangères, invité à intervenir sur les grands bouleversements géopolitiques du monde, et les tendances majeures qui structurent le monde de demain.

C'est par un constat que Guillaume Bachelay, président du Comité de pilotage, a ouvert cette audition, celui d'un monde aujourd'hui « *multi-crisis* » : crises sanitaires, tensions interétatiques, terrorisme, enjeux climatiques, etc.

Justin Vaïsse a apporté des éléments de réponses à cette situation : le monde connaît une « *dif-*

*fusion de la puissance* », certaines crises sont liées entre elles, particulièrement au Moyen-Orient, et on assiste parfois à un affaiblissement des acteurs régionaux. La médiation en continu a parfois un effet de diversion sur certaines crises selon la pression médiatique, on passe d'une crise à l'autre, l'une chassant l'autre.

### LES NATIONS PEUVENT S'ÉPANOUIR

Face à ce nouveau contexte, comment la France doit-elle et peut-elle agir ? La France n'est pas une superpuissance et ses moyens sont limités. Elle reste toutefois une grande puissance, ce qui lui donne la responsabilité internationale d'agir en faveur « *d'un ordre dans lequel toutes les Nations peuvent s'épanouir* ».

La France essaie de ne pas couvrir « *de crise en crise* », mais aussi « *d'agir sur la genèse même des crises et leur cadre de résolution* », avec ses moyens propres mais aussi ceux de l'Union européenne qui permettent de démultiplier les efforts.

Pendant environ une heure, Justin Vaïsse a ainsi pu échanger avec les membres du comité de pilotage sur la difficulté de la situation géopolitique mondiale aujourd'hui, sur le rôle et les possibilités d'actions futures de l'Union européenne, notamment vis-à-vis de la crise ukrainienne et de la position de la Russie ou encore des enjeux majeurs liés à l'environnement et au changement climatique, sur lequel la France est particulièrement engagée avec la conférence Paris Climat 2015.





## Auditions de Seybah Dagoma et de Lionel Zinsou

Mardi 23 septembre, le Comité de pilotage des États généraux des socialistes, présidé par Guillaume Bachelay, recevait pour une nouvelle audition deux invités. Seybah Dagoma, députée membre de la Commission des Affaires étrangères et de la Commission des Affaires européennes, auteure d'un rapport à l'Assemblée nationale sur le juste échange, et Lionel Zinsou, économiste franco-béninois, dirigeant du fonds d'investissement PAI Partners, ont échangé avec les membres du Comité de pilotage sur les enjeux, les dimensions et les défis de la croissance et du développement dans la mondialisation.

Dans son introduction, Guillaume Bachelay a rappelé la dimension internationaliste du socialisme : « *notre engagement s'inscrit dans la marche du monde, qu'il faut comprendre, pour l'orienter dans le sens de nos valeurs* ». Faisant état des conséquences, positives et négatives, de la mondialisation, il a dans un premier temps interrogé Seybah Dagoma sur les leviers de régulation dont disposent les socialistes et les sociaux-démocrates, ainsi que la place de l'Union européenne dans « *ce nouveau monde* ».

Pour Seybah Dagoma, « *l'idée d'une mondialisation heureuse fondée sur la doctrine du libre-échange* » a été battue en brèche par « *le bouleversement des contours de l'économie mondiale* ». Cette « *nouvelle donne internationale* », illustrée par trois transformations majeures que sont la nouvelle division du

travail, la fragmentation des chaînes de production et l'affaiblissement du rôle des États conjugué au rôle accru des entreprises multinationales, a engendré des « gagnants et des perdants » de la mondialisation.

### CHACUN DOIT PRENDRE SA PART

Dans ce contexte, comment arriver au juste-échange ? Pour Seybah Dagoma, trois principes doivent être respectés : la prise de conscience que « *chacun doit prendre sa part* », la réciprocité et la mise en œuvre d'un multilatéralisme rénové, c'est-à-dire rééquilibré.

En conclusion, Seybah Dagoma a insisté sur la capacité d'agir de l'Union européenne, et la nécessité pour les socialistes de « *se battre pour faire gagner nos idées* ».

Prolongeant la discussion sur la nouvelle géographie du monde décrite par Seybah Dagoma, Guillaume Bachelay a donc interrogé Lionel Zinsou sur la possibilité d'avoir, aujourd'hui, une cartographie plus précise, fondée sur une « *conscience claire et sans naïveté* » des *grands bouleversements globaux, condition d'une définition des moyens effectifs d'orienter ce nouveau monde* ».

« *Cette carte du monde aura changé dans 5, 10, 15 ans* » a annoncé d'entrée de jeu Lionel Zinsou, prenant pour exemple les évolutions rapides du continent africain. « *Il ne faut pas perdre de mémoire la vitesse extraordinaire de ces changements* », a-t-il ajouté. Il est par la suite

revenu sur les changements démographiques en cours, appelant les Européens à prendre conscience de leur poids marginalisé dans les nouveaux échanges impliqués par la nouvelle démographie. L'évolution démographique mondiale et la nouvelle géographie de la croissance économique posent en réalité d'autres questions : une urbanisation croissante et peu maîtrisée, une pression sur les zones rurales, ainsi qu'une augmentation du nombre absolu de pauvres, malgré un développement des classes moyennes et un recul relatif de la pauvreté.

Pour Lionel Zinsou, la prise de conscience relève également du vocabulaire utilisé : il faut cesser de parler de « *pays émergents* », alors que ceux-ci se vivent comme « *renaissances* ». Pour anticiper et appréhender les changements à venir, il est nécessaire de penser autrement le monde actuel, en acceptant, par exemple, qu'« *on n'est pas dans la situation des Trente Glorieuses* », et que l'Asie comme l'Afrique ou l'Amérique latine ne pourront imiter le modèle européen ou chinois actuels, sinon « *la planète n'y survivrait pas* ».

Les acteurs sont donc nouveaux, d'où la nécessité d'inventer des rapports nouveaux, des partenariats indispensables pour lesquels la France est bien positionnée dans la mondialisation, notamment dans les organisations internationales, afin aussi de faire face à des problématiques nouvelles, climatiques, environnementales, sanitaires, sociales.



## Audition de François Dubet

L'égalité est « *un principe, un combat, un projet constitutif de l'identité socialiste et du pacte républicain lui-même* » : c'est ainsi que Guillaume Bachelay a ouvert cette troisième audition du Comité de pilotage des États généraux, qui abordait ce mardi 30 septembre le thème « *Penser les inégalités, recréer de l'égalité* ».

François Dubet, sociologue et auteur de « *La préférence pour l'inégalité. Comprendre la crise des solidarités* » (Paris, Seuil, la République des idées, 2014), était invité à intervenir et débattre avec les membres du Comité de pilotage.

Dans cet ouvrage, François Dubet interroge « *la constitution, la fabrication et l'acceptation des inégalités* », y voyant à l'origine une « *crise profonde des solidarités* ».

Depuis une vingtaine d'années les inégalités connaissent une explosion. Alors que l'on a longtemps pensé que « l'affirmation de l'égalité démocratique des individus entraînait une réduction des inégalités sociales », c'est l'absence de croissance qui est aujourd'hui pointée du doigt pour les expliquer.

Pourtant François Dubet souligne que « *le désir d'égalité sociale est considérablement affaibli* », en té-

moignent par exemple les mécanismes scolaires : « *On y est très attachés, mais on veut tous que nos enfants réussissent mieux que les autres* », a-t-il constaté. Les Français semblent aujourd'hui ne plus vouloir « *payer pour les autres* ».

Mais alors, quelles sont les origines de ce retournement, qui nous a fait passer d'une volonté d'égalité sociale et de solidarité à une société d'individus presque indifférents les uns aux autres ?

### LA FRATERNITÉ REMISE EN CAUSE

C'est la fraternité, composée de trois « *piliers* » que sont la division du travail, la confiance dans les institutions et ce que François Dubet appelle « *l'imaginaire de la fraternité* », qui serait aujourd'hui remise en cause.

« *Ne pas rester les bras ballants* », c'est à cela qu'appelle François Dubet en s'attaquant à quatre chantiers, ou thèmes de reconstruction de la solidarité : étendre et renouveler la démocratie, redonner de la lisibilité au mécanisme de redistribution des richesses, « *re-fabriquer un minimum d'institutions* », affirmer

ce que la société a en commun pour reconnaître sa pluralité. Cela nécessite donc de « *changer l'imaginaire, y compris dans les politiques sociales* ».

Qu'en est-il alors de l'école française, dont la particularité n'est pas uniquement de reproduire les inégalités sociales, mais de les accentuer ? Soulignant l'absence de confiance dans cette institution, François Dubet a évoqué trois chantiers : faire du collège le prolongement de l'école élémentaire et repenser le socle commun ; affaiblir la dualité entre grandes écoles et universités, qui accentue les inégalités scolaires ; enfin, ne pas penser l'école qu'en termes de justice scolaire, mais aussi en termes de qualité éducative.

L'école devrait également reconstruire un « *projet moral* », permettant de « *fabriquer du commun* ».

Plus largement, fustigeant l'idée selon laquelle l'individualisme empêche la création d'un collectif et donc de solidarité, François Dubet a répondu que « *nous sommes individualistes, la démocratie est individualiste, il n'y a pas d'autres valeurs que l'individu. Le problème est de comprendre que l'individu a besoin des autres* ».



## Auditions de Mathilde Dupré et de Lucie Watrinet

Mercredi 1<sup>er</sup> octobre, le Comité de pilotage des États généraux des socialistes accueillait Mathilde Dupré et Lucie Watrinet, chargées de plaider à CCFD - Terre solidaire, autour du thème « *Dans la mondialisation, réguler : finance, social, environnement* ».

À l'heure où la puissance de certaines entreprises multinationales concurrence celle des États souverains, quand les échanges internationaux « *ont un impact en termes sociaux, sanitaires, environnementaux* », le « *défi de la régulation* » est plus que jamais d'actualité, a rappelé Guillaume Bachelay.

Lucie Watrinet a engagé le débat en évoquant les problématiques de la fraude et de l'évasion fiscales, un sujet touchant tous les États, puisque par exemple la fraude fiscale crée un manque de 125 milliards par an dans les caisses des États du sud. Pour lutter contre ce phénomène, l'une des solutions, portée par CCFD-Terre solidaire, consiste à renforcer et à améliorer la transparence, notamment sur les filiales des entreprises à l'étranger : « *demander aux entreprises ce qu'elles font dans ces pays !* », a insisté Lucie Watrinet. Il est donc proposé que les multinationales publient, pour chacune de leur filiales, pays par pays, le chiffre d'affaire, le taux de profit, le nombre d'employés, les impôts payés et les subventions perçues. « *Cela per-*

*mettrait de rendre visibles les fameux montages et d'interroger l'entreprise* », a-t-elle ajouté. Dans ce cadre, Lucie Watrinet a salué la décision de François Hollande de demander la publication par chaque entreprise de la liste de leurs filiales. Il s'agissait pour elle de « *la première prise de position aussi forte* », et les choses commencent à bouger à l'international comme en Europe. Elle a donc appelé à persévérer, notamment sur l'exemplarité des entreprises publiques. Inutile pour cela d'attendre « *des décisions internationales* », « *il ne faut pas se démobiler, des choses peuvent être faites au niveau français directement* ».

### IMPUNITÉ DES MULTINATIONALES

De son côté, Mathilde Dupré a abordé la question de la régulation sous l'angle de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises multinationales. L'absence d'encadrement juridique adéquat rend les entreprises irresponsables des conséquences parfois négatives de leurs activités, tant sur le plan social qu'environnemental, en témoigne le drame du Rana Plaza en avril 2013 au Bangladesh. Pour Mathilde Dupré, le fait que le droit n'appréhende les entreprises multinationales que comme une somme d'entreprises et non comme une catégorie

juridique à part entière « *alimente une sorte d'impunité* ». Le Rana Plaza aura en tout cas eu un effet accélérateur puisqu'une loi, en France, est actuellement en préparation afin d'instaurer un « *devoir de vigilance* » pour les entreprises, avec de possibles sanctions en cas de manquements. Comme l'explique Mathilde Dupré, « *c'est une législation qui permettrait d'éviter les drames humains et environnementaux, car elle renforcerait les mécanismes internes des entreprises et contribuerait à plus de sécurité juridique pour les acteurs économiques* ». À l'international, des avancées récentes sont également à noter, puisque l'ONU a par exemple adopté des principes directeurs relatifs aux droits humains, poussant les États à endosser une responsabilité pour défendre ces droits vis à vis des acteurs économiques, et les encourage à instaurer des obligations pour les entreprises.

Si la tâche qui reste à accomplir reste immense, Guillaume Bachelay a salué les conquêtes obtenues, comme la déclaration des comptes bancaires dissimulés à l'étranger. Ce sont ces mesures de lutte contre la fraude et l'évasion fiscale qui ont notamment permis le financement des baisses d'impôts pour certains ménages, en cette rentrée 2014.

« Les partis sociaux-démocrates doivent prioriser le dialogue »



Interview d'Ann Linde, Parti social-démocrate suédois (SAP), après les élections législatives remportées par la gauche le 14 septembre

### Que signifie être social-démocrate, selon vous ?

Être social-démocrate, c'est partager les valeurs de tous, en Suède comme ailleurs. Je viens d'un milieu social-démocrate, il y a de nombreux travailleurs dans ma famille: j'y ai appris qu'il faut coopérer et travailler ensemble, pour parvenir à quelque chose de meilleur. Il y a plusieurs thèmes qui sont majeurs pour les sociaux-démocrates aujourd'hui.

D'abord, l'éducation et l'école. Pour les sociaux-démocrates, il s'agit que tous les enfants aient les mêmes possibilités et les mêmes opportunités pour avoir accès à une bonne éducation. Depuis huit ans que la droite est au pouvoir en Suède, nous avons vu croître les inégalités entre les enfants comme jamais auparavant. La privatisation du système scolaire, la ségrégation sociale qui existe entre les enfants sont des signes inquiétants d'un système éducatif qui va mal.

Ensuite, l'emploi. Avoir un emploi a une valeur en soi. C'est une façon de gagner sa vie bien sûr, mais aussi

et peut-être surtout de donner de la valeur à sa vie, c'est quelque chose que l'on a à faire tous les jours, c'est aussi des collègues que l'on retrouve au travail. Pour les femmes, c'est un revenu indispensable à leur indépendance, et c'est très important de ne pas dépendre de quelqu'un d'autre pour décider de sa propre vie. Nous devons faire de l'emploi notre première priorité. Les conservateurs s'en moquent : si vous n'avez pas assez de « valeur », si vous n'êtes pas assez rapide, tant pis pour vous! Telle n'est pas notre vision de l'emploi.

Enfin, la santé. Nous voulons que tous les citoyens aient accès à la santé et à un système de protection sociale de qualité. Nous ne voulons pas que certains soient en mesure de payer pour avoir accès à de meilleurs soins, tandis que d'autres non. Nous voulons les mêmes soins, de qualité et accessibles pour tous. Mon père et ma fille ont subi chacun une intervention médicale coûteuse, elles ont été payées par les impôts que nous payons collectivement. C'est cela, un système de santé de qualité ! Je suis reconnaissante à cette société-là, et suis inquiète des privatisations dans le secteur de la santé.

### Comment les sociaux-démocrates peuvent-ils parvenir à leurs buts aujourd'hui ?

Les partis sociaux-démocrates ont besoin de se renouveler, de se renforcer (tant au sein de leurs appareils que sur le plan politique), d'être unis, et de convaincre leurs adhérents que notre vision de l'organisation de la société est la meilleure. Nos positions ont besoin d'être plus ouvertes sur la vie quotidienne des gens.

Et, bien sûr, gagner une élection est le moyen de pouvoir changer la société. C'était le sens de la campagne que nous venons de mener et au terme de laquelle nous sommes majoritaires à l'issue du scrutin.

### Quelles devraient être les priorités des sociaux-démocrates pour la prochaine décennie ?

Un emploi pour chacun ; une bonne éducation, de la maternelle - crèche y compris jusqu'à l'université ; un accès universel au système de santé et de protection sociale ; l'égalité entre les sexes ; le climat et la préservation de l'environnement, c'est la responsabilité que nous avons envers les générations futures ; la paix et la liberté, le respect des droits de l'homme partout dans le monde.

« Nos sociétés nous envoient un message de désespérance »



Interview de Christina Manolopoulou, du Parti social-démocrate grec (PASOK)

Quelles devraient être les priorités des sociaux-démocrates dans les années à venir ?

Dans un monde de réalisme fiscal sans merci, la pensée politique prédominante nous dit qu'il n'y a pas de place pour tous, ce que implique que tout le monde ne peut pas réussir et que certains doivent être laissés de côté. Cependant, le chômage, la pauvreté et l'insécurité ne peuvent être le prix à payer pour la stabilité financière. Au contraire, l'instabilité politique et sociale sera le prix de l'exclusion sociale et de la peur.

Aujourd'hui, nos sociétés nous envoient un message de désespérance. Ceux qui ont été abandonnés et ceux qui ont peur d'être contaminés par le malaise social sont facilement trompés par les arguments démagogiques du populisme, ils sont hypnotisés par un vocabulaire flou, à la fois anti-système et anti-élites, et fascinés par le sentiment anti-européen. Le danger de voir revenir les extrémismes du passé (de gauche ou de droite) est plus prégnant que jamais.

Les sociaux-démocrates doivent se concentrer sur les gens qui sont mis au ban de nos sociétés, en prenant des mesures pour assurer la cohésion sociale. C'est la première

et la plus fondamentale des priorités. Elle va de pair avec la lutte contre le chômage, la pauvreté, l'exclusion et la marginalisation, qui passe par une réorganisation radicale de la production par des initiatives prises aux niveaux national et européen.

Comment les sociaux-démocrates peuvent-ils atteindre les buts qu'ils se sont fixés ?

Ces dernières années, les sociaux-démocrates ont perdu beaucoup de temps dans des discussions sans fin sur la manière d'humaniser les marchés et de rendre la mondialisation acceptable pour les gens. Mais le compromis historique entre le travail et le capital, l'Etat et le marché, la compétition et la solidarité, était difficile à faire. Il y a beaucoup de raisons qui expliquent cet échec. L'une d'entre elles, probablement la plus importante, est la lutte continue entre ceux qui restent au pouvoir et ceux qui veulent y arriver. Cela implique que les partis au pouvoir sont réticents à l'idée de lancer des réformes radicales à cause de leur coût politique. Quant aux partis qui aspirent au pouvoir, ils restent complaisants et inactifs.

Les sociaux-démocrates ne pourront pas atteindre leurs buts sans une alliance progressiste plus large. Cette alliance, à un niveau national et européen, devra définir ce que nous avons

en commun et ce que nous pouvons faire ensemble. Construire des coalitions n'est ni facile, ni payant électoralement. Il suffit de regarder la situation au jour le jour depuis quatre ans en Grèce pour se rendre compte des difficultés.

Qu'est-ce qu'être social-démocrate veut dire pour vous ?

Un social-démocrate est quelqu'un qui passe de la phase d'identification de ce qui doit être fait à celle de mise en place et des réformes afin de réaliser le changement. Ce n'est pas quelqu'un qui ne fait que décrire la société idéale par des stratagèmes de communication et des slogans attrayants. Un social-démocrate sait ce qui est en jeu et utilise des mots simples pour décrire les priorités nécessaires à la cohésion sociale et à l'intégrité.

Enfin un social-démocrate sait qu'il est impossible de trouver un autre chemin tant qu'en tant que société, en tant qu'économie et même en tant que membre de l'Union européenne, nous ne faisons pas tout notre possible pour définir notre propre destination.

Définir et même redéfinir le sens de la social-démocratie n'est pas chose facile. Pour cette raison nous trouvons cette initiative des socialistes français bienvenue, et nous vous souhaitons bonne chance.

# Le Premier secrétaire à la rencontre des militants



Jean-Christophe Cambadélis a poursuivi ses rencontres avec les militants. Entre les fêtes de la Rose et le lancement des Etats généraux dans les régions, le Premier secrétaire a beaucoup consulté.

A Bron, dans la banlieue lyonnaise, il a assisté début octobre au compte-rendu d'un premier travail effectué au niveau des sections. « Personne n'en parle, mais les Etats généraux sont un succès militant. Beaucoup participent et veulent donner des réponses aux questions posées à La Rochelle », a indiqué le Premier secrétaire du Parti socialiste. Avec près de 40 000 personnes qui visitent régulièrement le site, « il y a déjà plusieurs milliers de contributions. Le travail de fond mené par les militants et pour les militants, va permettre de définir la nouvelle carte d'identité du Parti socialiste ».

Dans un paysage qui connaît un véritable « bouleversement politique », il a

dénoncé « une course-poursuite avec les différents dirigeants de droite pour être le plus violent possible vis-à-vis de notre modèle social ».

Si la nouvelle carte du parti sera connue le 6 décembre, à l'issue des Etats généraux, « le Parti socialiste doit être un nouveau parti progressiste. Nous devons reconstruire notre offre politique dans ce moment particulièrement difficile. Le Parti socialiste ne se réduit pas à l'action gouvernementale et il n'est pas dans une situation où il doit être dans une contestation totale ou de l'absence de solidarité avec le gouvernement », a-t-il ajouté.

## EN MAYENNE ET EN SEINE-ET-MARNE

Le 4 octobre, Jean-Christophe Cambadélis s'est rendu à la Fête de la Rose de Laval, en Mayenne, un déplacement important afin « d'expliquer

ce que sont les Etats généraux aux militants car il y en a beaucoup qui se demandent à quoi servent leur avis », a expliqué Guillaume Garot, député de Mayenne. « Par le passé, on leur a demandé de s'exprimer sans tenir compte de leur avis. Là, la démarche tient compte de ce que diront les militants. Ca se fait au niveau local, fédéral mais aussi au niveau national. »



Philippe Sainsard, premier fédéral de Seine-et-Marne, partage cet avis. Pour lui, la Fête de la Rose permet aux militants « de pouvoir réfléchir sur la période que nous traversons, et quels sont les voies et les chemins à emprunter pour regagner la confiance de nos concitoyens ».

« Il faut être capable de montrer que notre parti porte l'espoir », conclut Jean-Christophe Cambadélis.



# « Ouvrir les portes et les fenêtres de notre démocratie »



Interview de Claude Bartolone, qui publie "Je ne me tairai plus"

Pourquoi un livre maintenant ?

J'ai voulu que, les Français et moi, on se parle un peu. Un nouveau monde est en train de naître, qui contredit toute certitude. Ou bien le nouveau monde se fait tout seul, avec son cortège d'inégalités, d'exclusions, de rentes et d'aristocraties, ou bien il se fait en en pariant sur l'égalité, la démocratie et la social-écologie. Face aux risques de défiance et d'impuissance de l'action politique, j'enrage à imaginer que mon exemple, enfant

d'immigré m'élevant grâce à la République et à la fierté de mon pays, ne devienne un objet historique. Ce livre est une manière de rendre au socialisme sa saveur première et son envie de conquête.

C'est quoi un socialisme populaire ?

C'est un socialisme qui considère que le bonheur du peuple est le premier des objets politiques. Au-delà des débats stériles entre radicaux et réformistes, de gauche archaïque contre gauche social-libérale. Je rejette la gauche de ressentiment comme je n'aime pas la gauche de résignation. Ce qui compte, c'est qu'un espoir existe dans le cœur de tous les enfants de notre patrie.

Un service civique obligatoire. Vous êtes pour pourquoi ?

Le tsunami libéral veut transformer les citoyens en consommateurs. Pour cela, il tente de fractionner la société en communautés, en ghettos immobiliers, urbains, culturels. Tout est bon pour ne plus se croiser. Le service civique entend provoquer un sursaut collectif et populaire contre les forces de l'individualisme.

C'est quoi un président de gauche à l'assemblée ?

C'est un président qui ouvre au peuple les portes et les fenêtres de notre démocratie.

## Plongée au cœur de l'histoire du socialisme



« Offrir aux militants une histoire claire et argumentée du Parti socialiste. » Telle est l'ambition d'Alain Bergounioux et Denis Lefebvre, respectivement président et secrétaire générale

de l'Ours (Office universitaire de recherche socialiste), qui publie « L'histoire du socialisme ». L'ouvrage présente les grandes évolutions qu'a connues le socialisme en France, de ses origines à l'élection de François Hollande, en se concentrant particulièrement sur la période contemporaine. « Plus de 130 années nous séparent de la création du premier Parti socialiste français, en 1879, lors de « l'immortel » Congrès de Marseille, rappellent les auteurs. Cela

veut dire que les conditions économiques, sociales, culturelles, politiques ont beaucoup changé et que le risque d'anachronisme est grand de projeter aujourd'hui nos manières de penser en 1905 ou en 1936. Aussi, voulons-nous rendre compte des ruptures et des continuités. A une période où nous nous interrogeons sur le sens du socialisme, prendre appui sur le passé permet de mieux dégager les questions d'avenir et de comprendre ce qu'ont été les choix faits par les générations précédentes et leurs raisons. »

Avant d'être un parti, le socialisme, ce sont d'abord des idées, estiment Alain Bergounioux et Denis Lefebvre. « Elles apparaissent au début du XIX<sup>e</sup> siècle en opposition à l'individualisme libéral et aux premières formes du capitalisme industriel. » Il s'agit également « des luttes sociales qui donnent lieu à de multiples associations, syndicats,

clubs, sociétés secrètes, mouvements ». Il a fallu attendre la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle pour que « des partis socialistes proprement dit prennent corps avec pour but de transformer radicalement l'économie et la société ». Depuis, les débats sur les moyens d'atteindre ce but n'ont jamais cessé. « Notre Parti socialiste est à lui seul une subtile, et jamais achevée, synthèse entre deux passions françaises : l'aspiration à la liberté et l'exigence de l'égalité, résume Jean-Christophe Cambadélis. C'est bien cette synthèse que chaque génération a le devoir de faire vivre en faisant en sorte qu'elle se renouvelle afin de répondre au mieux aux exigences du temps présent. Se montrer digne de cette histoire, de cette chaîne humaine, c'est la connaître. » C'est dans ce but qu'Alain Bergounioux et Denis Lefebvre nous convient dans une balade historique au cœur du socialisme.

# Lancement des États généraux des socialistes : Prenez la parole !



→ **Témoignez** en vidéo sur Instagram : Venez-nous dire en 15 secondes « *C'est quoi être socialiste ?* »



→ **Contribuez** en répondant aux premières questions sur le site [www.etats-generaux-des-socialistes.fr](http://www.etats-generaux-des-socialistes.fr)



→ **Participez aux débats organisés** dans les **3 500 sections et fédérations**, du 1<sup>er</sup> septembre au 8 novembre

**Suivez** les États généraux sur les **réseaux sociaux** :  
Facebook / Twitter / Instagram / **#egps**



États  
généraux  
des  
socialistes

[www.etats-generaux-des-socialistes.fr](http://www.etats-generaux-des-socialistes.fr)



**POUR PROPOSER, DÉBATTRE ET AGIR, REJOIGNEZ LE PARTI**

- Je souhaite prendre contact avec les socialistes
- Je désire adhérer au Parti socialiste
- Je verse.....euros pour soutenir l'action du PS (chèque à l'ordre de AFPS)  
Selon les dispositions de la loi du 9 janvier 1995, ces sommes seront soumises à réduction d'impôt.

À renvoyer au Parti socialiste, 10, rue de Solférino 75333 Paris Cedex 07  
[contact@parti-socialiste.fr](mailto:contact@parti-socialiste.fr) - [parti-socialiste.fr](http://parti-socialiste.fr)

Nom .....

Prénom .....

Email .....

Tél .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....